

velle que je viens de communiquer et de la bonne volonté qu'il a exprimée. Je remercie également toute la Chambre d'avoir applaudi de si bonne grâce ces paroles du chef de l'opposition.

LES NATIONS UNIES

SECOURS ET RÉTABLISSEMENT—RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À GENÈVE LE 5 AOÛT

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Un mot de l'importante conférence qui doit se tenir sous peu à Genève. Ces jours derniers, je recevais de notre ambassadeur à Washington un message dans lequel il citait une lettre qui lui venait de M. LaGuardia, directeur général de l'UNRRA, et qui m'a été transmise. Voici le texte de cette lettre adressée à notre ambassadeur le 27 juin 1946:

Monsieur l'ambassadeur,

L'ordre du jour de la réunion prochaine du conseil de l'UNRRA comporte des discussions sur l'avenir de cet organisme. Le conseil d'administration vous fera, bien entendu, parvenir des documents relatifs aux questions qui exigent des décisions. J'estime de la plus haute importance que les délégations à la réunion du Conseil soient en tous points préparées à l'étude de la question. C'est pourquoi je vous envoie à l'intention de votre Gouvernement, un aide-mémoire appelant l'attention sur la situation. J'ose espérer que votre Gouvernement accordera à ce document une attention immédiate.

Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments distingués.

Le directeur général,

F. LaGuardia.

M. LaGuardia m'a aussi fait tenir une lettre personnelle portant l'en-tête: "Administration de secours et de réhabilitation des Nations Unies, Washington". Elle était datée du 29 juin et se lisait comme suit:

Je prépare actuellement le programme de la prochaine réunion du Conseil de l'UNRRA. Je prévois que cette réunion sera de la plus haute importance puisqu'il s'agira de décider s'il y a lieu de poursuivre notre travail de secours. J'envoie des aide-mémoires aux autres chefs des Etats-membres à ce sujet, car il est essentiel, je le sais, d'aborder ces problèmes de front et d'arrêter des décisions précises.

La réunion du conseil de l'UNRRA devait d'abord avoir lieu à Paris le 5 août, mais, vu que la conférence de la paix s'y tiendra le 29 juillet, elle aura lieu à Genève le 5 août. Le cabinet a étudié avec soin, monsieur l'Orateur, les mesures qui s'imposent pour répondre à cette demande du directeur de l'UNRRA, et j'indiquerai les meilleures dispositions à prendre à cette fin et auxquelles la Chambre fera sans doute un accueil enthousiaste.

On se rappelle sans doute qu'à la troisième réunion du conseil de l'UNRRA il avait été

provisoirement décidé que les dernières expéditions de cet organisme seraient complétées le 31 mars 1947. Les principales questions que l'on étudiera à la prochaine réunion seront le transfert ou la cessation des fonctions de l'UNRRA dans les domaines des approvisionnements d'urgence, de l'assistance aux réfugiés, ainsi que des services de bienfaisance dans les pays dévastés par la guerre. On a beaucoup accompli dans chacune de ces sphères d'activité, mais il reste encore plusieurs problèmes à résoudre et l'on devra, à la prochaine réunion du conseil, élaborer en vue de les soumettre aux divers gouvernements des propositions visant la solution la plus pratique.

Etant donné que les questions qui devront être étudiées à cette réunion revêtent une grande importance au point de vue financier, le Gouvernement a pris des dispositions pour que le ministre des Finances (M. Ilsley) assiste lui-même à cette réunion, qui aura lieu à Genève. Le ministre des Finances sera accompagné de M. L. B. Pearson, notre ambassadeur à Washington, qui a joué dès les débuts un rôle de premier plan dans l'œuvre de secours et de rétablissement des Nations Unies.

Les honorables députés n'ignorent pas que mon collègue le ministre des Finances a fait savoir en plusieurs occasions à des collègues de la Chambre qu'il se sentait très fatigué à la suite du surmenage qu'il a dû s'imposer depuis plusieurs mois, et qu'il comptait s'absenter après l'adoption de la motion invitant la Chambre à se former en comité des voies et moyens. Il a sérieusement envisagé ce projet, sans toutefois décider où il passerait les vacances qu'il comptait prendre, si on peut vraiment parler de vacances dans ce cas. A la suite des communications reçues du directeur général de l'UNRRA, et sachant jusqu'à quel point cette réunion serait importante, j'ai cru,—et j'en ai fait part à mes collègues,—que le ministre des Finances pourrait faire une traversée océanique et se rendre à Genève, ce qui lui vaudrait à la fois un changement d'atmosphère et un repos. J'ai pensé cependant qu'il profiterait davantage de ce voyage s'il était chargé de quelque mission précise pour occuper son temps là-bas.

M. GRAYDON: Des vacances qui n'en sont pas.

Le très hon. MACKENZIE KING: A tout événement, j'ai demandé à M. Ilsley s'il accepterait de représenter le Canada au sein du conseil et il y a consenti. Les membres de tous les partis seront heureux, j'en suis sûr, de ce qu'il consente à remplir cette mission et souhaiteront qu'il puisse en même temps prendre un repos manifestement bien mérité et nécessaire.